

Démagogues et hypocrites

Christian Rakovsky

Source : « *L'Humanité* », vendredi 15 septembre 1922, pp. 1-2. Notes MIA.

La presse des renégats continue sa campagne contre la Russie soviétiste. Le prétexte c'est toujours le procès des socialistes-révolutionnaires et le verdict qui l'a terminé. Il faut avouer que le sujet est des plus faciles à exploiter. Grâce à la distance énorme qui sépare la Russie des centres ouvriers d'Occident, grâce aussi à la différence des perspectives et des milieux historiques, la presse des deux Internationales, comme d'ailleurs toute la presse bourgeoise, a pu présenter ce procès comme une vengeance politique.

Les révélations accablantes sur le rôle des socialistes-révolutionnaires, faites au cours du procès¹, étaient passées sous silence. Les documents de [Kerensky](#) prouvant que les socialistes-révolutionnaires étaient, jusqu'à ces derniers temps à la solde des gouvernements bourgeois et en rapport avec les états-majors étrangers étaient déclarés suspects. Les témoignages du second groupe des accusés ont été présentés comme des « dénonciations », des « provocations les accusés comme des traîtres, des « Judas » et des « [Azef](#) ».

Ce qui surtout rendait facile la tâche de la démagogie opportuniste, c'est que dans ce procès, il y avait en jeu quelques vies. Quel sujet commode pour en tirer des effets pathétiques ! Quelle belle occasion pour le socialisme petit-bourgeois, coin du feu, passif et pacifiste, de masquer, par une déclamation sonore et hypocrites, sa veulerie et sa pusillanimité.

Un des journaux qui, dans cette campagne anti-révolutionnaire et anticommuniste, ne le cède en rien en violence et en grossièreté au « *Golos Rossyi* » de [Tchernov](#) et au « *Peuple* » de [Vandervelde](#) et de Wauters, c'est le « *Populaire* » de Paris, l'organe des centristes français.

Ainsi, pour M. [Paul Faure](#), tous ceux, ouvriers et communistes qui, en Allemagne et en France, se sont rangés de notre côté et ont approuvé l'arrêt de la plus haute magistrature soviétiste, ne sont que des « *mercenaires* » du bolchevisme ou de pauvres diables au cœur et à l'esprit déformés. Ces camarades-là ne sont, d'après M. Faure, que des coquins des « *maniaques* » ou des anormaux. Le verdict lui-même n'est qu' « *un acte de cruauté horrible* ». M. [Jean Longuet](#) complète : « *Le verdict par lequel ils (les bolcheviks) transforment maintenant les accusés en otages – qu'on délivrera ou qu'on tuera demain, non en raison de leurs propres actes, mais selon ce que feront leurs amis – ce verdict hypocrite et lâche couronne dignement un procès lamentable !* » M. Longuet, lui aussi, considère que tous ceux qui, comme la « *Rote Fahne* », ont pris la défense du tribunal révolutionnaire font une œuvre « *abjecte* ».

Je fais grâce aux lecteurs des autres tirades étalées dans le « *Populaire* ». Si la Révolution russe, trop solidement enracinée dans la conscience des ouvriers et des paysans russes se ressentira très peu de

1 Le procès des socialistes-révolutionnaires eut lieu à Moscou du 8 juin au 7 août 1922. Jugés pour leur rôle lors de la Guerre civile dans le camp de la contre-révolution anti-bolchevique, 34 dirigeants du Parti socialiste-révolutionnaire furent condamnés au bout de cinquante jours de procès (du 8 juin au 7 août 1922) par le Tribunal suprême révolutionnaire près le Comité exécutif central (CEC) pan-russe des Soviets. La sentence finale condamnait 15 accusés à la peine capitale tandis que 6 autres étaient condamnés à 10 ans de travaux forcés. Le reste des accusés furent condamnés à des peines allant de 2 à 5 ans de prison, tandis que 3 d'entre eux étaient libérés. Le lendemain, 8 août 1922, le CEC suspendait l'exécution des peines capitales à la condition que le parti S-R « *cesse toute agitation anti-soviétique* » et accordait sa grâce à des 10 accusés.

ces attaques centristes, une partie du prolétariat français, malheureusement, se trouve encore sous leur influence démoralisante et dévirilisante.

Cependant, rien n'est plus contraire à la véritable tradition révolutionnaire du prolétariat français que ce socialisme petit-bourgeois. Nous le prouverons en rappelant l'œuvre de [Jules Guesde](#) dont le grand rôle décisif dans l'histoire du mouvement prolétarien en France et dans le monde a été mis en évidence dans le « Populaire » même à l'occasion de sa mort. Aux « élèves » mal tournés de Jules Guesde, nous recommandons lecture de son article intitulé « *DROIT AUX OTAGES* » publié dans le « *Cri du Peuple* » de 1886.²

Certes, l'époque est un peu lointaine mais elle se distingue avantageusement par bien des traits de l'époque que traverse actuellement le socialisme en France. Nous en marquerons deux. D'abord, à ce moment, le souvenir de la Commune, c'est-à-dire de la première expérience faite par le prolétariat de gouverner lui-même, était encore vivant. Le second trait, c'est qu'en 1886, au moment où le boulangisme³ allait naître, les guesdistes et les blanquistes⁴, les deux partis révolutionnaires ouvriers en France, envisageaient très sérieusement l'éventualité d'une insurrection prolétarienne.

Un mot sur l'article de Guesde. Des journaux français ayant publié des nouvelles d'Annam, disant que le commandement militaire français avait pris des otages parmi les indigènes, Guesde en profita pour dénoncer la campagne misérable et hypocrite de la bourgeoisie française à propos de la Commune.

« A-t-on assez exploité, écrit Guesde, contre la Commune de Paris, le décret sur les otages, qu'elle était obligée de prendre, le 5 avril, pour couper court aux assassinats à la Vinoy, et pour « défendre – selon sa propre expression – l'honneur et la vie des deux millions d'habitants qui avaient remis entre ses mains leur destinée. »

Tout en démontrant que dans l'application du droit aux otages, la Commune avait été plus équitable que la bourgeoisie française en Annam, où ces otages étaient pris presque parmi les premiers venus, Guesde conclut son article par cette constatation précieuse :

« Il n'en reste pas moins établi que le système des otages a du bon, que le droit aux otages existe de par ceux-là mêmes qui, après nous l'avoir imputé à crime, ne se font pas faute d'en user et d'en abuser. Le tout, quand on s'en sert, est d'être le plus fort jusqu'au bout, d'avoir le dernier mot, d'être vainqueur, disons le mot, de réussir. Avis à la prochaine Commune ! »

Voilà ce que pensaient et ce qu'écrivaient les véritables révolutionnaires en France ! Oui, ils savaient certainement – et le parti communiste par sa propre souffrance le sait encore mieux que les pacifistes du « *Populaire* » – que l'institution des otages est un moyen de guerre cruel ; mais la loi suprême de la révolution, comme dit Guesde, c'est de réussir !

Songons donc à ce que l'échec de la révolution coûterait et amènerait de souffrances au prolétariat ; songons aux massacres, aux fusillades et aux persécutions qui suivraient de la part de la réaction triomphante. Et c'est avec raison que Guesde se moquait des homélies pacifistes et [tolstoïennes](#) des centristes de 1886, c'est-à-dire des porteurs de la tradition petite-bourgeoise et [proudhonnienne](#) qui attendait le triomphe du socialisme non par la Révolution – c'est-à-dire du renversement violent du gouvernement bourgeois – mais du perfectionnement progressif de la société capitaliste.

Nous aussi, précisément, parce que nous apprécions à sa juste valeur la vie des grandes masses laborieuses, nous aussi, nous nous moquerons des sermons hypocrites du socialisme des impotents.

2 Il s'agit de l'article « *Le droit aux otages* » publié dans « *Le Cri du Peuple* » du jeudi 5 novembre 1885, p.1.

3 Mouvement nationaliste d'extrême-droite et revanchard né autour du général Georges Boulanger (1837-1891), ex-ministre de la Guerre (1886-1887) qui tenta un coup d'État militariste en février 1899.

4 D'après Auguste Blanqui (1805-1881), le grand révolutionnaire français du XIXe siècle. Dans les débats marxistes, le « blanquisme » indiquait la tendance d'une élite révolutionnaire à agir coupée du mouvement de masse.

D'ailleurs se rendant eux-mêmes compte que leur phraséologie humanitaire ne peut convaincre personne, les avocats des socialistes-révolutionnaires, abandonnent le terrain des principes et cherchent à critiquer le verdict de Moscou d'un point de vue utilitaire.

M. Longuet cherche à démontrer que le verdict était non seulement injuste, mais inutile. Ainsi, il prend sur lui-même responsabilité de déclarer : « *Maintenant que la paix est rétablie et que personne ne conteste plus le pouvoir de soviets par les armes, le procès est inexorable* ».

C'est paradoxal ! À une certaine époque, les chefs de la Deuxième et demie voyaient tout en noir. Ils nous prédisaient la chute imminente du régime soviets. Maintenant, ils voient tout en rose. Ils se portent garants de la solidité du pouvoir prolétarien. Quelle idylle ! Paix à l'intérieur et paix à l'extérieur ! La République des Soviets n'a plus d'ennemis. Monarchistes, socialistes-révolutionnaires, mencheviks, se déclarent prêts à lui servir de rempart contre l'ennemi extérieur. Plus de complots, d'attentats, plus de bandes, plus d'insurrections, plus de guerre ni intérieure ni extérieure ?

Mais s'il en est ainsi, pourquoi avoir tellement peur du sort des socialistes-révolutionnaires condamnés ? Si ce parti, en tant qu'organisation, ne songe plus à recourir aux moyens terroristes contre les représentants des Soviets, s'il a renoncé aux complots, aux émeutes et à l'espionnage, rien ne menace la vie des condamnés.

Mais si nos adversaires, au contraire, recommencent leur lutte armée contre nous, alors, comme disait notre vieux maître Jules Guesde « *À la guerre comme à la guerre. Le tout, c'est d'être le plus fort jusqu'au bout.* »

M. Longuet reconnaît lui-même que l'échec de la Révolution en Russie serait la plus grande catastrophe politique des temps modernes : « *Leur chute (celle des bolcheviks) serait pour la classe ouvrière de tous les pays, une catastrophe qui décuplerait dans le monde entier les forces du capitalisme, l'audace et la bestialité nationalistes internationales du fascisme italien, du pangermanisme teuton, du nationalisme français, au jingoïsme⁵ anglais ou américain* ». Or, quand nos adversaires eux-mêmes font des aveux pareils, nous avons, nous, sans nous en enorgueillir, l'obligation impérieuse de prendre toutes nos précautions.

M. Longuet fait un aveu non moins précieux. Il reconnaît « *que depuis cinq ans bientôt, les bolcheviks ont incarné la cause de la Révolution russe* ». Nous ne pensons pas que de telles constatations soient bien agréables aux alliés du « *Populaire* », aux socialistes-révolutionnaires et aux mencheviks. Mais puisque Longuet s'est engagé dans cette voie, tirons-en les conclusions.

Si depuis cinq ans la cause de la Révolution russe a été incarnée par les bolcheviks, il serait intéressant de savoir ce qu'ont incarné pendant ces cinq années les socialistes-révolutionnaires si chers au cœur des centristes du « *Populaire* » ?

S'ils ont comploté et lutté contre le Parti qui a incarné la cause de la Révolution, ils n'ont pu faire qu'œuvre contre-révolutionnaire. Mais pourquoi alors le « *Populaire* » dans son conflit entre ceux qui ont incarné pendant cinq ans la cause de la révolution et ceux qui l'ont combattue pendant cinq ans, prend-il le parti de ces derniers ?

C'est que les centristes sont par leur idéologie petite-bourgeoise et démocratique apparentés avec les contre-révolutionnaires du camp de M. Tchernov. Les socialistes-révolutionnaires, devenus surtout après la défaite des généraux blancs le suprême espoir de tous les gouvernements de la coalition anti-soviétiste, constituent aussi le premier chaînon de cette vaste coalition anticommuniste qui embrasse les partis et les gouvernements capitalistes, de même que les internationales 2 et 2 et demie.

5 Terme anglo-saxon désignant tout ce qui relève du chauvinisme et des politiques agressives de l'impérialisme. Provient du mot « Jingo », qui figurait dans le refrain d'une chanson patriotique anglaise des années 1870.

Encore un mot avant de finir.

Ceci concerne l'article de Jules Guesde. Il ne faut pas que sa pensée, qui est aussi la nôtre, donne lieu à des équivoques. Nous voulons prévenir la confusion possible entre les méthodes auxquelles le prolétariat a le droit de recourir dans sa lutte pour la conquête et pour le maintien du pouvoir et les méthodes employées par la bourgeoisie même. Ce que nous reconnaissons comme droit imprescriptible du prolétariat organisé en parti de classe, nous le contestons à la bourgeoisie.

Les croyants en la justice absolue verront ici encore une manifestation de sectarisme (c'est aussi un des péchés dont Jules Guesde était souvent accusé) et de l'esprit de parti. Parfaitement ! Celui qui ne reconnaît pas l'existence d'une justice abstraite, qui ne voit en elle que le reflet des intérêts d'une classe, celui-là, à la justice ou l'injustice de la classe capitaliste, opposera la justice de la classe prolétarienne.

C'est celle qui nous amènera le plus vite au but désiré : la Révolution.